

La révolution silencieuse

Autor(en): **Probst, Jean-Robert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Généralions : aînés**

Band (Jahr): **32 (2002)**

Heft 6

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-828122>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La révolution silencieuse

Le problème majeur que devra résoudre l'humanité dans un proche avenir ne s'apparentera pas à un conflit généralisé ou à l'étouffement de la planète. Plus simplement, il s'agira de gérer le vieillissement de la population. Les représentants de 160 pays, dont la Suisse, se sont réunis récemment à Madrid pour un état des lieux.

Même un enfant de dix ans comprendrait l'équation qui se pose dans le domaine de la démographie. Les familles font toujours moins d'enfants, alors que les aînés vivent de plus en plus longtemps. Aujourd'hui, la population mondiale s'élève à 6,1 milliards d'individus. Un être humain sur dix a plus de 60 ans (un sur six en Suisse). Selon les experts réunis à Madrid, ces chiffres vont exploser. En 2050, la Terre comptera 9,3 milliards d'habitants, dont deux milliards de plus de 60 ans. Soit un être humain sur cinq. On ne mesure pas encore totalement les effets de cette révolution silencieuse qui atteint tous les pays. Les plus riches comme les plus pauvres.

Situation en Suisse

Ce sont naturellement les pays industrialisés qui souffriront le plus de ce phénomène, lorsque les générations du baby-boom, nées après la guerre, arriveront à la retraite. Les systèmes de rentes, mis en place par les Etats, ne suffiront plus à assurer le minimum vital des retraités. Les solutions seront alors à trouver dans le relèvement de l'âge de la retraite (on a déjà commencé en Suisse, en pénalisant les femmes) et dans celui des cotisations (cela ne saurait tarder!)

Dans notre pays, les dirigeants ont naturellement planché sur le sujet depuis quelques années déjà. La délégation helvétique, emmenée par

la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, n'est pas restée inactives, à Madrid. Dans ses bagages, elle emportait un document précieux, sous la forme d'un dossier d'une septantaine de pages, intitulé *Longévité - défi de société et chance culturelle*.

Ce rapport, qui décrit les grandes lignes de la politique suisse en matière de vieillesse, s'adressait également à un public international. «Il peut être intéressant de savoir comment les thèmes relatifs aux questions de la vieillesse sont traités en Suisse et aussi de quelle manière notre pays entend contribuer au développement mondial d'une société de longue vie.»

Selon les responsables de la délégation helvétique, la Suisse pourrait à l'avenir s'installer dans une société de longue vie et en tirer le meilleur parti possible. A leurs yeux, le problème du financement des rentes n'est pas prioritaire. Leur credo reste le même, dans un pays parmi les plus riches de la planète. «Quand on veut de l'argent, on le trouve!» Reste à savoir où, si ce n'est dans la poche des contribuables. «Si l'on continue à appliquer le système de l'indexation des rentes selon l'indice mixte, il suffira à l'avenir d'augmenter le taux de TVA à 10% pour obtenir une situation financière durable...»

Les rentes et l'économie

En l'an 2000, les rentes payées par l'AVS représentaient un montant de 27,6 milliards de francs. Or, selon



Alain Gavillet

une enquête, 44% de cette somme retourné sur le marché économique. «En outre, les personnes âgées contribuent fréquemment au soutien matériel des plus jeunes membres de la famille... Ils se chargent ainsi de prestations qui devraient sans cela être fournies par des organes publics ou privés.»

Le soutien représenté par les seniors s'avère extrêmement important dans notre société et l'on constate ici l'un des aspects positifs de cette révolution silencieuse. Selon une autre étude, 40% des seniors de moins de 75 ans fournissent régulièrement des services bénévoles dans le cadre d'associations, d'aide aux voisins, de gardiennage d'enfants, etc. «En moyenne, ils consacrent 21 heures par mois à ces prestations de soutien informel... Ils ne sauraient être réduits à une charge, car ils sont

à un degré équivalent, une véritable ressource sociale.»

Dans cette société de longue vie, toutes les générations doivent participer à l'aménagement de l'existence commune. «La qualité des relations entre les générations est l'affaire de tous. C'est d'elle que dépend une cohésion sociale garantie», peut-on lire dans le document édité par la Confédération. Plus loin, on se montre plus précis: «A l'avenir, la politique, l'économie, la culture et d'autres secteurs de la société doivent accorder une plus grande attention à ces relations entre générations... Pour participer à la vie en société, il faut absolument avoir accès aux connaissances et avoir la possibilité de suivre une formation continue. Apprendre sa vie durant ne doit pas être le privilège d'une minorité.»

«La révolution silencieuse est en marche et rien ne pourra l'arrêter»

Pour le sociologue Pierre Gilliard, la diminution de la natalité est préoccupante. «Elle accélère le vieillissement, déclarait-il à la *Tribune de Genève* le 10 avril dernier. Psychologiquement, avoir un quart de la population qui dépasse 65 ans peut remettre en question la vitalité d'une société.»

Il n'existe aucune recette pour inverser la tendance du vieillissement de la population planétaire. Mais il est évident qu'en augmentant la natalité, le phénomène en serait freiné. «Il s'agirait d'adopter une politique familiale qui permette aux femmes de mettre au monde des enfants désirés», précise Pierre Gilliard. Et il cite les pays scandinaves, qui dépensent 4% de leur produit intérieur brut (PIB) pour leur politique familiale, contre 1% en Suisse. Au nord de l'Europe, la fécondité s'est légèrement améliorée. Mais les enfants nés en ce début de troisième millénaire ne sauraient à eux seuls sauver la planète.

A Madrid, les représentants des différents gouvernements étaient naturellement opposés sur quelques points fondamentaux. Alors que les Américains prônaient la solution de l'économie privée, réduisant inévitablement le phénomène à l'aspect financier, les Africains continuaient de privilégier les liens familiaux. Pourtant, tous les participants s'accordaient sur un point: «Le respect des droits fondamentaux doit également s'appliquer aux seniors.»

En conclusion, la longévité, qui est un signe de progrès, ne doit pas seulement être appréhendée sous l'angle financier. Chaque Etat s'efforce d'assurer un revenu aux personnes âgées. Il y aura un après Madrid, et les principaux bénéficiaires devraient en être les pays défavorisés. Ceux du Sud et de l'Est. C'est en tout cas ce qui

découle de cette deuxième assemblée mondiale sur le vieillissement. Mais comme l'affirme le dicton: «Qui vivra verra!»

Jean-Robert Probst

Longévité - défi de société et chance culturelle, édité par l'Office fédéral des assurances sociales OFAS, Effingerstrasse 20, 3003 Berne.

Tous CENTENAIRES ?

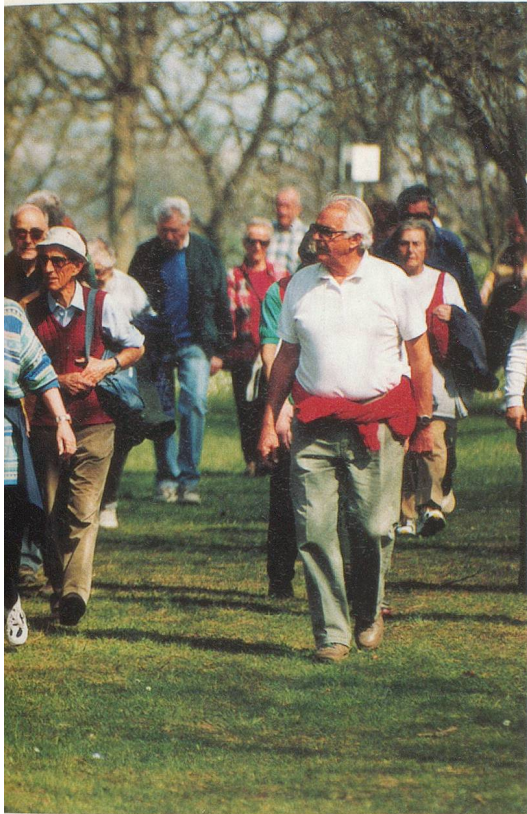
En 1900, l'espérance de vie à la naissance n'excédait pas 40 ans. Les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient une minorité de la population et les octogénaires étaient rares. Quant aux centenaires, ils étaient des exceptions.

En 1948, lors de l'entrée en vigueur de l'AVS, l'espérance de vie moyenne plafonnait à 65 ans. D'où le sigle AVS, qui signifie assurance vieillesse et survivants.

En 1999, la chute de la natalité commence à avoir des conséquences. La tranche des 30-50 ans connaît une croissance impressionnante, due au baby-boom de l'après-guerre. L'espérance de vie culmine à plus de 75 ans.

En 2002, l'espérance de vie moyenne s'élève à 82 ans pour les femmes et à 76 ans pour les hommes. On compte actuellement un retraité pour six habitants (15,4%).

En 2030, selon les projections, la génération du baby-boom arrivera à la retraite. Les centenaires ne seront plus des exceptions et les charges sociales ne cesseront de s'alourdir. Il y aura un retraité pour quatre personnes actives, soit un quart de la population.



◀ *La révolution silencieuse est en marche et rien ne pourra l'arrêter*

Pour le sociologue Pierre Gilliard, la diminution de la natalité est préoccupante. «Elle accélère le vieillissement, déclarait-il à la *Tribune de Genève* le 10 avril dernier. Psychologiquement, avoir un quart de la population qui dépasse 65 ans peut remettre en question la vitalité d'une société.»

Il n'existe aucune recette pour inverser la tendance du vieillissement de la population planétaire. Mais il est évident qu'en augmentant la natalité, le phénomène en serait freiné. «Il s'agirait d'adopter une politique familiale qui permette aux femmes de mettre au monde des enfants désirés», précise Pierre Gilliard. Et il cite les pays scandinaves, qui dépensent 4% de leur produit intérieur brut (PIB) pour leur politique familiale, contre 1% en Suisse. Au nord de l'Europe, la fécondité s'est légèrement améliorée. Mais les enfants nés en ce début de troisième millénaire ne sauraient à eux seuls sauver la planète.

A Madrid, les représentants des différents gouvernements étaient naturellement opposés sur quelques points fondamentaux. Alors que les Américains prônaient la solution de l'économie privée, réduisant inévitablement le phénomène à l'aspect financier, les Africains continuaient de privilégier les liens familiaux. Pourtant, tous les participants s'accordaient sur un point: «Le respect des droits fondamentaux doit également s'appliquer aux seniors.»

En conclusion, la longévité, qui est un signe de progrès, ne doit pas seulement être appréhendée sous l'angle financier. Chaque Etat s'efforce d'assurer un revenu aux personnes âgées. Il y aura un après Madrid, et les principaux bénéficiaires devraient en être les pays défavorisés. Ceux du Sud et de l'Est. C'est en tout cas ce qui

découle de cette deuxième assemblée mondiale sur le vieillissement. Mais comme l'affirme le dicton: «Qui vivra verra!»

Jean-Robert Probst

Longévité – défi de société et chance culturelle, édité par l'Office fédéral des assurances sociales OFAS, Effingerstrasse 20, 3003 Berne.

TOUS CENTENAIRES ?

En 1900, l'espérance de vie à la naissance n'excédait pas 40 ans. Les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient une minorité de la population et les octogénaires étaient rares. Quant aux centenaires, ils étaient des exceptions.

En 1948, lors de l'entrée en vigueur de l'AVS, l'espérance de vie moyenne plafonnait à 65 ans. D'où le sigle AVS, qui signifie assurance vieillesse et survivants.

En 1999, la chute de la natalité commence à avoir des conséquences. La tranche des 30-50 ans connaît une croissance impressionnante, due au baby-boom de l'après-guerre. L'espérance de vie culmine à plus de 75 ans.

En 2002, l'espérance de vie moyenne s'élève à 82 ans pour les femmes et à 76 ans pour les hommes. On compte actuellement un retraité pour six habitants (15,4%).

En 2030, selon les projections, la génération du baby-boom arrivera à la retraite. Les centenaires ne seront plus des exceptions et les charges sociales ne cesseront de s'alourdir. Il y aura un retraité pour quatre personnes actives, soit un quart de la population.

à un degré équivalent, une véritable ressource sociale.»

Dans cette société de longue vie, toutes les générations doivent participer à l'aménagement de l'existence commune. «La qualité des relations entre les générations est l'affaire de tous. C'est d'elle que dépend une cohésion sociale garantie», peut-on lire dans le document édité par la Confédération. Plus loin, on se montre plus précis: «A l'avenir, la politique, l'économie, la culture et d'autres secteurs de la société doivent accorder une plus grande attention à ces relations entre générations... Pour participer à la vie en société, il faut absolument avoir accès aux connaissances et avoir la possibilité de suivre une formation continue. Apprendre sa vie durant ne doit pas être le privilège d'une minorité.»